Célébrer Napoléon après la République : les héritages commémoratifs révolutionnaires au crible de la fête napoléonienne

Cyril Triolaire

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ahrf/7683>

DOI : 10.4000/ahrf.7683

ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2006

Pagination : 75-96

ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Cyril Triolaire, « Célébrer Napoléon après la République : les héritages commémoratifs révolutionnaires au crible de la fête napoléonienne », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 346 |

Octobre/Décembre 2006, mis en ligne le 01 décembre 2009, consulté le 23 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/7683> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ahrf.7683>

Ce document a été généré automatiquement le 23 avril 2022.

Tous droits réservés

Célébrer Napoléon après la République : les héritages commémoratifs révolutionnaires au crible de la fête napoléonienne

Cyril Triolaire

- 1 Les campagnes italiennes victorieuses propulsent rapidement Bonaparte sous les feux de la rampe. Reconnu, admiré, le jeune général se fait une renommée au cœur de la fragile République directoriale¹. Dans les terres du Massif Central, il est le héros des bourgs ruraux. Afin de célébrer le nouvel accord pacifique qu'il vient d'arracher au début de l'an VI, les administrateurs de Neschers, village du Puy-de-Dôme, conçoivent une fête entièrement vouée à la gloire du général républicain. Le 15 brumaire, les habitants découvrent ainsi sur l'autel de la patrie, une statue de Bonaparte, en pied, couronné de chêne, rayant sur une carte la « superbe Albion »². Coiffé de la couronne de la régénération, le plâtre du héros est ce jour là très symboliquement disposé sur l'autel de la patrie, carré d'une sacralité toute civique. Politiquement fort, ce geste témoigne de la nouvelle envergure populaire du général mais révèle également la conception didactique originale de cette journée festive. La scène est loin d'être isolée et se décline alors dans les départements voisins. Lorsque les populations du Massif Central apprennent l'accession au pouvoir de Bonaparte dans les jours qui suivent le 18 brumaire an VIII, nombreuses sont celles qui ont déjà vu le héros s'inviter dans les célébrations nationales. La puissance de l'image, des arts, Bonaparte la connaît.
- 2 Marchepied politique vers l'Empire, la République consulaire lui offre également à travers ses fêtes l'occasion de mesurer et d'affermir cet enthousiasme populaire. La mise en place du régime impérial débouche finalement sur l'institutionnalisation d'un culte napoléonien officiel dès 1806. Deux fêtes nationales sont consacrées à l'empereur et ouvrent un espace de célébrations nouveau. Établi de manière ni naturelle ni évidente, l'Empire doit composer avec des formes de légitimité héritées et l'invention de déclinaisons politiques inédites³. Présenté comme l'étape ultime du processus

révolutionnaire, l'Empire instauré se conjugue également sur le mode dynastique. Devant seconder la personnalisation du pouvoir, les fêtes impériales s'élaborent, entre héritages monarchiques et républicains. Comme la fête révolutionnaire a su puiser dans le trésor des réjouissances folkloriques et dans le magasin aux accessoires antiques⁴, la fête napoléonienne s'approprie certaines pratiques républicaines afin de façonner un nouveau rituel⁵. L'appréhension des héritages festifs républicains durant le Consulat et l'Empire passe dès lors nécessairement par une immersion complète au sein des célébrations provinciales⁶, à partir d'un *corpus* rassemblé dans huit départements du Massif Central ou limitrophes : l'Allier, la Loire, le Puy-de-Dôme, la Haute-Loire, le Cantal, l'Ardèche, la Lozère et l'Aveyron. Les archives de cette région profondément rurale, politiquement et culturellement contrastée, plus ou moins hermétique aux pratiques révolutionnaires, livrent la trace de quelques 935 fêtes célébrées entre brumaire an VIII et la première abdication napoléonienne du printemps 1814 ; 573 d'entre elles sont mêmes très précisément décrites par des procès-verbaux, programmes et, plus fréquemment, comptes rendus. D'un style souvent empesé, plus enclin à conforter les attentes du gouvernement central qu'à révéler l'imaginaire collectif local⁷, les procès-verbaux décrivent somme toute assez exactement ces fêtes, pour peu que leur exploitation soit prudente et critique⁸. Contrairement au culte du Premier Consul, qui semble s'affirmer, les commémorations consulaires déclinent et se sclérosent avant de disparaître sous le nouveau système festif impérial. Le déroulement de la cérémonie, l'espace parcouru et les ressorts pédagogiques empruntés traduisent, entre 1800 et 1813, l'émergence d'une fête napoléonienne. Comment Bonaparte investit-il le champ festif consulaire avant d'instaurer son propre culte ? Les pratiques cérémonielles de la décennie précédente se maintiennent-elles et persistent-elles sous les traits de la fête impériale ? La didactique, la symbolique festives républicaines continuent-elles à vivre à travers les réjouissances provinciales napoléoniennes ?

Du système de brumaire an IV au culte napoléonien

- 3 Les cultes révolutionnaires retiennent très tôt l'attention des nouveaux consuls provisoires de la République. Au système festif commémoratif et moral de l'an IV qui condamne la Révolution à n'en pas finir⁹ et qui ne trouve qu'un écho restreint dans les campagnes provinciales¹⁰, l'Issoirien Jean-Baptiste Girot Pouzol répond par la loi du 3 nivôse an VIII (24 décembre 1799)¹¹. La désaffection des espaces ruraux à l'égard des fêtes morales et le déclin marqué du degré de célébration au cours des derniers mois directoriaux encouragent la commission du Conseil des Cinq-Cents à suivre le député du Puy-de-Dôme ; elle réduit ainsi au 14 Juillet, jour de « la conquête de la liberté », et au 1er Vendémiaire, anniversaire de la fondation de la République, le nombre des fêtes nationales, certainement les deux seules à être encore par ailleurs suivies. Alors que le culte décadaire s'effondre complètement – le citoyen Reymond annonce même « le décès de la décade » dans sa commune d'Issoire en floréal an VIII¹² –, l'héritage commémoratif révolutionnaire se trouve législativement réduit à une consensuelle peau de chagrin¹³. Bien que toujours vigoureux à Marseille, les anniversaires républicains faiblissent dès l'an X à Paris et dans les terres du Massif Central. Passant de trente-cinq en l'an IX à onze en l'an XII, le nombre de fêtes nationales dénombrées dans ces départements ruraux fléchit progressivement et inéluctablement¹⁴. Admettre une proportionnalité, même grossière, entre les fêtes recensées du 14 Juillet et du 1er Vendémiaire et toutes celles réellement célébrées durant ces années consulaires est vraisemblablement illusoire : les inévitables lacunes du *corpus* réuni plaident pour un usage prudent des procès-verbaux rassemblés et encouragent une étude critique du

mouvement festif régional. Toutefois, le dépouillement de quarante-quatre séries de registres de délibérations municipales et de recueils de courriers administratifs – lorsqu'ils existent – complète celui des archives départementales et nationales correspondant. Compte tenu des questions financières – déterminantes pour les programmations festives – et de la représentativité de nos sources – vingt-trois villes, dix-neuf villages et deux bourgs ainsi scrutés de très près¹⁵ – une faible part des fêtes qui auraient normalement dû être célébrées l'est effectivement dans la réalité. Ainsi, trois à huit fois plus de fêtes auraient pu être observées entre l'an IX et l'an XII : leur absence totale des différents fonds consultés semble bien – avec toutes les précautions nécessaires – révéler l'essoufflement des célébrations héritées du calendrier festif directorial. La réduction progressive de ces dernières marque une transition entre le culte de la République et celui de Napoléon. Celle-ci est même assurée par les fêtes célébrées en l'honneur des nouveaux accords pacifiques négociés. Avec des réserves toujours identiques, quarante-cinq et trente-quatre fêtes sont respectivement données en l'an IX puis en l'an X en l'honneur des paix de Lunéville et d'Amiens. La signature des préliminaires de paix avec l'Angleterre en brumaire an X offre même l'occasion à Bonaparte d'associer aux réjouissances le souvenir de son accession au pouvoir. L'adoption du Consulat à vie, témoin d'un réel césarisme démocratique¹⁶, mais davantage encore l'émergence de la fête anniversaire de Bonaparte le 15 août marquent la fin prochaine du culte républicain. Préexistant aux futures fêtes impériales, nationales et religieuses, l'anniversaire aoûtien du Premier Consul ne trouve qu'un écho modéré – quatorze manifestations entre l'an XI et l'an XIV –, et ne semble honoré que dans douze des plus grandes villes de notre région – dont dix dans les seuls départements de l'Allier, de la Loire, du Puy-de-Dôme et du Cantal – et dans un seul village, à Gras, en Ardèche, en l'an X. Une fois élevé à la dignité impériale, Napoléon s'empresse de supprimer les commémorations du 14 Juillet et de la fondation de la République.

- 4 La cérémonie fondatrice du sacre apparaît même comme une étape essentielle dans la marche vers l'instauration d'une monarchie très chrétienne¹⁷. Soucieux d'associer le peuple à son sacre et de faire de la cérémonie une fête réellement nationale, Napoléon opère une habile synthèse entre les fêtes de souveraineté à l'antique, destinées à éblouir le peuple, et les récentes communions civiques participatives. Le sacre est ainsi à ce dernier titre envisagé comme une nouvelle Fédération. Les débats parisiens entourant le choix du site et une possible célébration au Champ-de-Mars ne montrent-ils pas que la fête du 14 juillet 1790 est érigée en modèle ? Le sacre de frimaire an XIII s'apparente d'ores et déjà à une grande Fédération impériale. L'empereur se réapproprie l'héritage révolutionnaire et le détourne pour faciliter l'unité nationale autour de sa personne. Les directives adressées par le ministre de l'Intérieur aux préfets ne laissent aucun doute¹⁸ : l'organisation est fédérative. Cette habile manipulation permet à Napoléon d'apparaître sous les traits d'un véritable « empereur républicain » et maquille ainsi son intronisation dynastique sous les traits d'une célébration faussement républicaine. Les députations se préparent dans chaque département du Massif Central et le voyage permet à certains de se croire revenus aux plus belles heures de la Révolution. M. Ignon, ancien secrétaire de la mairie et représentant mendois à la Fédération parisienne de 1790, juge de paix et rédacteur du journal local sous l'Empire, rejoint Paris en tant que capitaine du détachement de la Lozère et témoigne de son enthousiasme dans une riche correspondance quotidienne à sa femme. Heureux d'avoir participé à cette journée extraordinaire, il assure à son

épouse le prochain retour de sa bannière départementale et la réception future d'une médaille de bronze, témoins de son pèlerinage fédératif napoléonien¹⁹. En province, la simultanéité espérée entre les fêtes locales et la solennité parisienne est cependant bien imparfaite. Si au moins douze localités fêtent le sacre, quelques présumées absentes se font remarquer : à Millau, Villefranche, Rodez, Privas, Saint-Étienne, Roanne ou Riom, aucune trace de réjouissances le 11 frimaire an XIII (2 décembre 1804). Ombre du *corpus* réuni ou signe de réelles tergiversations municipales, cette faible onde cérémonielle est largement secondée quelques mois plus tard par le couronnement italien effectué à Milan par le légat pontifical Caprara. Pas moins de trente cérémonies sont enregistrées et au final, une quarantaine de fêtes sont tout de même données dans la région en l'an XIII, soit plus qu'en l'an IX pour les deux commémorations révolutionnaires réunies. Ce mouvement impérial et royal retombe néanmoins l'année suivante et à l'exception de Clermont-Ferrand, le Puy-en-Velay et Mende où des réjouissances sont prévues le 15 août 1805 à l'occasion de l'anniversaire de Napoléon, les initiatives festives locales ne se bousculent pas. Largement initié par le ministre des Cultes Portalis, le décret du 19 février 1806 institutionnalise définitivement le culte napoléonien en créant deux fêtes nationales, la Saint Napoléon, célébrée chaque 15 août et intelligemment couplée avec la dévotion mariale, et l'anniversaire du sacre et de la victoire d'Austerlitz, programmé le premier dimanche de décembre. En associant la tradition chrétienne au culte impérial, ce système festif inédit rompt certainement définitivement avec les usages et le souvenir républicain.

Les temps festifs républicains à l'épreuve de l'Empire

- 5 Les années révolutionnaires et l'épisode populaire de l'an II imposent progressivement aux fêtes officielles une marche journalière régulière. De la fête républicaine idéale modelée sur le rassemblement parisien du 14 juillet 1790 aux cérémonies directoriales figées, la journée festive se trouve ponctuée de temps forts que les proclamations du Consulat, puis de l'Empire vont mettre à l'épreuve. La cérémonie officielle au temple civique, les discours prononcés et les banquets fraternels partagés sont autant de moments caractéristiques de la fête révolutionnaire que les deux systèmes festifs de l'an VIII et de 1806 vont faire évoluer.
- 6 Comme la majeure partie des fêtes révolutionnaires, sur le modèle hérité de la procession²⁰, les fêtes consulaires et impériales font le choix du cortège. Les participants se rendent habituellement en rangs au lieu de la célébration. Si le culte révolutionnaire provincial reste à la fois civique et religieux – et en cela moins marqué par les fêtes parisiennes déchristianisées –, les fêtes observées au cours des deux premières années consulaires dans les huit départements retenus se déroulent loin des espaces consacrés. La messe refait toutefois son apparition en l'an X. En restaurant la paix religieuse intérieure grâce à sa politique concordataire, Bonaparte gomme certaines divisions toujours conservées par les fêtes républicaines²¹ et rouvre les portes des églises paroissiales aux fêtes nationales. À l'occasion des réjouissances pacifiques extraordinaires ou des anniversaires napoléoniens célébrés entre l'an X et l'an XIII, la messe redevient un temps cérémoniel à part entière. Même s'il n'apparaît finalement que dans 5 % des fêtes consulaires, l'office religieux est programmé pour certaines fêtes républicaines. Ainsi, à Aurillac en l'an XII, pour la dernière fête du 1er Vendémiaire, le cortège quitte la mairie où il s'est réuni et part assister à une messe à l'église communale²². La célébration religieuse napoléonienne remplace désormais la communion civique révolutionnaire. Si à l'occasion des fêtes en l'honneur du sacre et du couronnement italien une fête sur deux comprend une messe, 75 % des solennités

observées entre 1806 et 1814 en programment une. En re-consacrant les chapelles – encore dévolues il y a peu aux cultes de la Raison ou de l'Être Suprême – et en les réinvestissant religieusement, la fête rompt également définitivement avec certaines pratiques cérémonielles civiques héritées. Les distributions des prix directoriales disparaissent ainsi quasiment des programmes impériaux alors qu'elles ponctuent fréquemment les cérémonies consulaires. À trop vouloir être les éternelles écoles de l'homme fait, de multiples fêtes républicaines finissent par se ressembler et s'achever en honneurs scolaires. À Billom dans le Puy-de-Dôme ou à Aurillac dans le Cantal, les solennités des 1er Vendémiaire an IX, X et XI se sclérosent chaque année davantage : le cortège est raccourci, la cérémonie réduite pour enfin ne se limiter qu'à une « distribution des prix ». C'est d'ailleurs seulement sous ce dernier nom que l'ultime fête du 1er Vendémiaire billomoise est célébrée²³. Les élèves et leurs enseignants ont beau souvent marcher aux côtés du fonctionnaire et du soldat, la distribution des prix n'en quitte pas moins les fêtes impériales ; seuls les administrateurs de Montbrison en observent une le 15 août 1807²⁴. Cette pédagogie littéraire est parfaitement relayée par l'art oratoire. Le passage à la tribune est pour les promoteurs festifs l'occasion de rappeler les souvenirs révolutionnaires et bientôt de vanter les actions de Napoléon. En s'inspirant des allocutions antiques, les administrateurs révolutionnaires multiplient les interventions publiques. Les tribuns se succèdent, promouvant ainsi une pédagogie de la répétition. Les 169 fêtes recensées sous le Consulat en témoignent parfaitement. Des discours sont lus dans 103 d'entre elles, et parfois à plusieurs reprises : 51 % voient s'exercer un orateur, 28 % deux et 13 % trois ; à six et deux reprises respectivement quatre et six discours sont même prononcés. L'avènement de l'Empire brise cette pluralité des propos festifs : moins d'une fête sur deux recourt au discours – exactement 202 sur 430 – et surtout, les orateurs ne se multiplient plus. Dans 78 % des cas, la voix d'un seul homme s'élève, comme pour mieux transmettre un unique message glorificateur en l'honneur de l'empereur. Si le rituel festif se simplifie et s'uniformise sous l'Empire, certaines pratiques républicaines ressurgissent aux périodes d'unanimité nationale.

- 7 Après les cérémonies solennelles, les années révolutionnaires en général et l'an II en particulier répandent la tenue du banquet fraternel et civique. Si jusqu'en 1790 et à partir de l'an VI, ce repas rassemble essentiellement les fonctionnaires et les notables, installés à l'écart dans une salle ouverte²⁵, les années jacobines diffusent un modèle plus égalitaire et convivial²⁶. Même si le nivellement républicain ne s'impose pas de fait à table²⁷, les agapes fraternelles perdurent sous le Consulat. Sur les trente-neuf repas offerts lors des cérémonies consulaires, vingt-huit reçoivent le nom de « banquet fraternel » ou de « banquet civique ». Si la fraternisation des citoyens n'est pas totalement évidente à Crespin, en Aveyron, le 7 ventôse an IX (26 février 1801), où le conseil municipal, la garde nationale et un « grand nombre de citoyens » font tables séparées²⁸, à Aurillac, le 18 brumaire an X (9 novembre 1801), « des fonctionnaires publics et de simples citoyens » s'assoient côte à côte²⁹. Malgré les obstacles rencontrés par ce nivellement frugal, l'appellation même de « banquet fraternel » sous la plume des autorités n'est pas à négliger tant elle marque, suivant la date de son emploi, une certaine communion nationale. Les deux fêtes du 14 Juillet et du 1er Vendémiaire, instants privilégiés de la commémoration révolutionnaire, prédestinés à l'organisation de tels banquets, comptent au contraire presque seulement des repas... ordinaires. Au cours de ces années, les tables civiques sont dressées à vingt reprises sur vingt-huit des réjouissances, précisément dépeintes par des rapports officiels, données en l'honneur

des traités pacifiques de germinal an IX et brumaire an X obtenus par Bonaparte. L'élan fraternel et égalitariste révolutionnaire ressurgit ainsi au moment où l'unanimité provinciale s'affirme le plus autour du héros pacificateur, général de la République. Avec le passage à l'Empire, un mouvement similaire se dessine. Sur les 430 fêtes impériales décrites par des procès-verbaux, fonctionnaires, soldats et notables mangent ensemble au cours d'au moins 142 d'entre elles. La fréquence du banquet fraternel chute considérablement puisqu'il ne caractérise que 13 % des repas recensés. Toutefois, les dix-neuf banquets ainsi dénommés ne le semblent pas de manière inopportune. Effectivement, huit et cinq d'entre eux sont respectivement programmés lors des fêtes données en l'honneur du baptême du Roi de Rome en juin 1811 et de la paix de Tilsitt en août 1807. Même réduite, cette double apparition à l'occasion des deux événements impériaux ayant suscité la plus forte mobilisation festive régionale et la plus nette adhésion populaire au régime n'est pas anodine. Plutôt que de profiter des traditionnelles et libérales distributions de nourriture, « tout le monde » est admis au banquet fraternel prévu sur la place de Lanhac en Aveyron le 9 juin 1811³⁰. Les héritages festifs républicains rejaillissent donc sous la fête napoléonienne mais apparemment tout aussi ponctuellement que symboliquement.

L'espace symbolique de la fête : entre transformations et réminiscences

- 8 Les fêtes des années consulaires et impériales se déclinent dans un espace réfléchi de plus en plus simplement par les programmeurs. Le volontarisme spatial sans défaillance des années révolutionnaires, témoin du nécessaire aménagement politique de l'espace festif, perd de sa vigueur au cours de la décennie suivante.
- 9 Si la tendance à l'enfermement des cérémonies dans la salle décadaire locale au cours des années directoriales se poursuit sous le Consulat, le passage sur la place publique se confirme toujours. Seuls le temple décadaire clos – confiné dans un Marché Neuf peu propice à la transcendance républicaine à Riom – et la place publique ouverte sont ordinairement choisis pour accueillir la cérémonie civique. De 1800 à 1804, ils servent respectivement de cadre à 33 % et à 61 % des cérémonies nationales locales. Espace idéal de la fête révolutionnaire, circulaire et aéré, la place prend une dimension supplémentaire lorsqu'elle porte un nom aux accents républicains. Ainsi, sur les quatre-vingt-neuf passages enregistrés sur une esplanade, les cortèges se rendent vingt-trois fois sur une « place de la liberté », à quatre reprises sur une « place de la fraternité » ou « des victoires », trois fois sur « une place de l'égalité » et deux sur « une place de la Concorde ». À Issoire, les fonctionnaires publics, la garde nationale et la gendarmerie rejoignent le 14 juillet an VIII la place de la Concorde où trône l'autel de la patrie, entouré de feuillages et de guirlandes³¹ ; à Réquista, village aveyronnais, à l'occasion de la fête de la paix en ventôse an IX, le cortège se rend successivement sur les places de la Liberté, de l'Égalité puis de la Fraternité³². Les parcours cérémoniels provinciaux empruntés par les autorités et les citoyens entre 1800 et 1804 font donc encore bien écho à la géographie festive révolutionnaire : sur les 190 stations empruntées à au moins une reprise au cours de cette période – les 149 étapes des bâtiments officiels exclues –, 91 sont très clairement républicaines. La maison commune, le temple décadaire et la place de la Liberté constituent donc un triptyque spatial auquel les conseils municipaux se réfèrent encore largement. Suivant la courbe des solennités nationales observées localement, la fréquentation de ces lieux décroît cependant à l'approche de l'Empire. Le changement de régime en prairial an XII suscite même un appauvrissement des cortèges. Nette dès les cérémonies en l'honneur du sacre et du couronnement italien, la réduction du nombre de stations se confirme à

partir de l'été 1806. Au départ de la mairie, de la sous-préfecture ou de la préfecture, le cortège se rend ordinairement à l'église, empruntant seulement les rues lui permettant de prendre au passage tel ou tel corps militaire ou judiciaire. Très fréquemment débaptisées, les places traversées perdent de leur symbolique. Dans les programmes ou les comptes rendus, les administrateurs se gardent d'évoquer les espaces festifs sous leurs anciennes appellations. Les temps changent. Sur les 430 documents impériaux étudiés, seul le procès-verbal de Vic-sur-Allier dans le Puy-de-Dôme rapporte à la mi-août 1807, à l'occasion de la Saint Napoléon et de la publication de la paix de Tilsitt, que les autorités se rendent à la fontaine de la ville puis à la place du Jeu de Paume avant de rentrer à la mairie³³. Si les acteurs et les lieux demeurent, la symbolique spatiale révolutionnaire s'estompe donc jusqu'à presque disparaître.

- 10 Deux gestes pleinement associés à l'appropriation de l'espace festif survivent tout de même : la plantation de l'arbre et l'envol de l'aérostat. Majoritairement enracinés à l'occasion de vagues successives entre mai 1790 et l'été 1792, les arbres de la liberté manifestent l'adhésion populaire au processus révolutionnaire. Planté pour survivre aux hommes, affirmer la durée et la stabilité de principes nouveaux, l'arbre pédagogue³⁴ se doit de perpétuer le souvenir glorieux de l'enfantement républicain³⁵. Passé 1794, l'arbre de la liberté, devenu ormeau de la République, perd pourtant de sa splendeur. À l'aube du Consulat, beaucoup se dressent encore dans les campagnes du Massif Central et si certains subissent l'acharnement des troupes contre-révolutionnaires dans les traditionnelles aires du refus et du refuge³⁶, d'autres sont les simples victimes des affres du temps. À Mur de Barrès, commune aveyronnaise, le maire explique en pluviôse an VIII « qu'il y a déjà cinq ans que l'arbre mort planté sur la place publique en mémoire de la liberté conquise [commence] à se dégrader par sa base, que depuis, le sommet a été renversé par la violence des vents, qui règnent dans ces montagnes »³⁷ ; le maire en appelle au remplacement par un arbre vif. Quand l'arbre est toujours debout, il lui arrive parfois d'être visité par le cortège. Entre 1800 et 1804, au moins sept arbres de la liberté, deux de la liberté et de la fraternité ainsi que deux de la paix font l'objet d'un détour ou d'une plantation. Le 1^{er} vendémiaire an IX (23 septembre 1800), le cortège aurillacois passe entre deux arbres³⁸ et à Saint-Affrique, le préfet prononce son discours au pied d'un autre³⁹ ; la scène se répète en Ardèche, à Marvejols, à l'occasion de la paix de germinal an IX⁴⁰ et à Saint-Étienne où les citoyens chantent⁴¹. Beaucoup plus rarement, le geste fondateur se reproduit : pour célébrer le traité de Lunéville, deux arbres de la paix, dont l'un qualifié de « vivace », sont repiqués à Réquista⁴² et à Issoire⁴³. À l'image des banquets fraternels, la plantation de l'arbre réapparaît très ponctuellement, mais lorsque la concorde gagne à nouveau le pays. De 1804 à 1814, l'arbre ne fixe plus la fête, il est même presque complètement oublié. Cependant, comme précédemment, il ressurgit à quatre reprises dont la première à Réquista, où la tradition semble marquée, lors de la Saint Napoléon 1806⁴⁴. Surtout, ce sont la naissance et le baptême du Roi de Rome, au printemps 1811, qui encouragent les maires de Bourg-Saint-Andéol, de Saint-Affrique et de Vic-sur-Allier à planter un arbre, cette fois ci très napoléonien. En Ardèche, M. Faure Fontanier, agent forestier, en offre un aux autorités, les encourageant même à en fixer deux autres à Saint-Marcel⁴⁵. Par le choix d'un ormeau, le maire de Vic-sur-Allier entend, lui, « laisser à la postérité un monument de l'amour [des habitants] pour leur souverain »⁴⁶. Si grâce à l'arbre, la fête s'enracine, avec l'aérostat, elle s'élève.
- 11 Encouragés à se réunir en plein air, sous la seule coupole du ciel où s'opère la transcendance républicaine, les citoyens voient dans la montée au ciel de l'aérostat la

consécration de la fête utopienne⁴⁷. Intimement lié à la présence du personnel compétent et davantage encore à l'état des caisses municipales – à la différence de la plantation de l'arbre – le choix du ballon ne peut se maintenir que dans les communes les plus fortunées. Sa programmation dans les fêtes consulaires et impériales est en cela moins aisée que celle de l'ormeau. L'expérience n'a ainsi lieu qu'à neuf reprises en près de quinze ans... et sans surprise désormais, en germinal an IX, brumaire an X, août 1807 et juin 1811 ; deux ballons s'élèvent en dehors de ce schéma redondant, lors des Saint Napoléon 1812 et 1813 à Clermont-Ferrand⁴⁸ et Aurillac⁴⁹. Le 18 brumaire an X (9 novembre 1801), la paix est à l'honneur à Mende : le « ballon était décoré d'inscriptions analogues à cette heureuse journée ; le peuple le suivait des yeux durant son élévation, jusqu'au moment où il s'est perdu dans les nuages »⁵⁰. Le 9 juin 1811 monte dans le ciel aurillacois un aérostat représentant « un pavillon impérial et offrant à la vue un superbe transparent »⁵¹. Dans la capitale auvergnate à la Saint Napoléon suivante, la tentative « aéropyrique du flambeau de Mars » est le clou de la fête⁵². En parfaite harmonie avec la vulgate gouvernementale, l'envol du ballon attire presque tous les regards vers le ciel où réside désormais la seule transcendance napoléonienne ; consignés dans leurs chambres durant le spectacle, les prisonniers espagnols sont même exclus de cette communion sélective. Si cette appropriation pédagogique de tout l'espace festif ne s'opère que rarement, la multiplicité des langages didactiques offre aux programmeurs d'autres ressorts.

La pédagogie républicaine en perte de vitesse

- 12 Le décor, l'image et le verbe sont les outils de la pédagogie républicaine et de la propagande napoléonienne. Bonaparte laisse à leurs pratiques les organisateurs de fêtes durant le Consulat avant que Napoléon n'intime d'autres choix à partir de 1804. Suivant les finances, les décorations et les écriteaux emplissent plus ou moins la cave et le grenier municipaux et servent une ou plusieurs fois. Dans le prolongement naturel de la décennie révolutionnaire, ils apparaissent dans 40 % des fêtes données au cours des années consulaires contre seulement 19 % durant l'Empire.
- 13 Le nombre d'éléments de mise en scène utilisés varie peu : vingt-neuf au cours du Consulat, vingt-cinq durant l'Empire. Quinze ne survivent toutefois pas dans les années impériales, et parmi eux, les plus symboliques de la fête révolutionnaire. L'autel de la patrie, incarnation de la nouvelle religion civique, compte pour 16 % des décors recensés : parfois suppléé par l'autel catholique restauré avant 1804, il disparaît évidemment définitivement ensuite. Les administrateurs connaissent la vertu éducatrice et la sacralité des statues républicaines. La vive impression que suscite sur les citoyens cet art du réel⁵³ ne trouve que de rares occasions de s'exercer. Seules une statue de la Paix, trois de la Victoire et six de la Liberté sont placées dans les temples décadaires provinciaux, réapparaissant parfois d'une fête sur l'autre comme à Riom, en germinal puis en messidor an IX, quand la statue de la Liberté est positionnée à côté de l'autel de la patrie⁵⁴. Une fois l'Empire institué, une Victoire seulement est reconnue : elle couronne le buste de l'empereur au Puy-en-Velay lors de la Saint Napoléon 1807⁵⁵. Dès son arrivée au pouvoir, le Premier Consul prétexte la fragilité des statues en plâtre de la République pour les remplacer par d'imposantes colonnes ou pyramides élevées à la gloire des soldats⁵⁶. Au moins huit sont dressées dans les terres du Centre et conformément aux souhaits napoléoniens, treize nouvelles le sont durant les années impériales. Elles représentent alors un élément de décor sur dix au cours de ces années là. Monuments éphémères inspirés de l'Antiquité, les arcs de triomphe le sont également. Marqueurs spatiaux, symboles de la République Romaine, ils ancrent un peu

plus la didactique révolutionnaire dans l'histoire. Bonaparte en a conscience, les autorités locales aussi : onze arcs au minimum sont fabriqués entre 1800 et 1804, dix-huit autres le sont ensuite jusqu'en 1813. Ils sont même l'un des quatre points forts des décorations impériales. Les drapeaux et rubans tricolores ne connaissent pas le même succès. Présents dans quinze fêtes consulaires, le passage à l'Empire leurs est fatal. La bannière brandie autrefois à Arcole, maintenue non sans quelques hésitations comme symbole national⁵⁷, est progressivement remplacée par le drapeau impérial. La tentation de l'étendard vert frappé de l'Aigle et rehaussé de lettres d'or fait son chemin puisqu'il est utilisé au moins huit fois. Quatre aigles de plâtre ou de bronze sont même dénombrés ; le coq apparu une seule fois à Aurillac le 14 juillet an IX semble isolé⁵⁸. Aux trois arches civiques et aux exemplaires uniques de l'urne antique, des tables de la Constitution de l'an III ou encore de la maquette de la Bastille⁵⁹ répertoriés, Napoléon répond par son effigie. Elle est associée à un autre élément décoratif à sept reprises durant le Consulat et à Mende, le 18 brumaire an X (9 novembre 1801), comme à Neschers quelques années auparavant, elle est descendue au cours de la cérémonie sur l'autel de la paix⁶⁰. Le buste de l'empereur est installé à l'occasion de dix-sept fêtes données sous l'Empire ; faible chiffre comparé aux 430 solennités impériales recensées, mais il vient presque en tête des ornements utilisés. L'empereur et l'Aigle sont d'ailleurs également les deux motifs dessinés ou projetés les plus employés durant la décennie, les emblèmes de la liberté ne donnant lieu qu'à, semble-t-il, une seule illumination. Les seules décorations à se maintenir fortement sont les trophées militaires et surtout les guirlandes et couronnes de verdure, de laurier ou de chêne – 20 % des décorations de 1800 à 1814. Signifiantes sous la République, elles persistent sous l'Empire, témoignent surtout de pratiques folkloriques bien antérieures à la Révolution et restent les décorations les moins coûteuses pour les municipalités. L'une des innovations marquées de la décennie écoulée se maintient également, avec un changement toutefois.

- 14 Souvent étroitement liées à un monument, à une statue qu'elles commentent ou simplement sous forme de transparents éclairés, les inscriptions interpellent le spectateur. La fonction didactique de ces notations verbales est forte : elles nomment, prolongent, explicitent et commentent⁶¹. En vers ou en prose, elles sont presque exclusivement l'apanage des fêtes urbaines. Sur toute la région, seuls deux bourgs et un village y ont recours, signe qu'une fête campagnarde simplifiée coexiste avec une fête urbaine plus « savante ». Sous le Consulat, vingt et une journées proposent des pensées écrites contre cinquante-cinq sous l'Empire, soit respectivement dans 15 % et 13 % des cas documentés. Si leur usage ne faiblit pas, une spécificité émerge dès 1805 : les distiques ne sont plus seulement rédigés en français – langue nationale de la régénération révolutionnaire⁶² – mais également en latin – près de deux sur cinq. Marquant ainsi davantage encore la filiation des fêtes impériales napoléoniennes avec celles de la Rome antique, ces inscriptions sont en plus très rarement traduites. Le 15 août 1806 à Millau, en proposant une traduction française de l'un des vers qu'il a composés, et qui a été affiché pour l'occasion, M. Benoît, professeur de langue latine au lycée de Nîmes, fait figure d'exception⁶³. Dès les premiers mois du Consulat, les légendes placardées ou illuminées ne concernent guère la République ou son proche passé⁶⁴. Une seule rend grâce à la Constitution de l'an VIII et deux aux consuls ainsi qu'au gouvernement. Avec six mentions, Bonaparte est déjà au centre des préoccupations ; ses politiques pacifique, religieuse, législative et codificatrice sont prises pour thèmes à respectivement six reprises pour la première et deux pour

chacune des suivantes. En cette période de succès militaires et de morts de jeunes généraux républicains, les braves soldats et la grande armée, dont le culte est associé aux fêtes nationales, sont honorés neuf fois, dont à trois reprises en latin. Les initiatives du héros soulèvent la même ferveur sous l'Empire, suscitant même davantage d'inspiration autour du prince. Évoquée à au moins quatorze reprises, la paix fait toujours recette chez les auteurs ; l'attention accordée aux militaires et aux succès sur le champ de bataille aussi – six et huit apparitions. Napoléon, chef d'État vertueux – quatorze –, maître du monde – sept – et héritier de l'Antiquité – cinq – sont les refrains les plus lus. Incarnation d'un véritable messianisme historique et national⁶⁵, un texte le place même dans la lignée des Carolingiens ; le Roi de Rome, héritier des Napoléonides, retient alors naturellement la plume de ces versificateurs d'un jour. Parfois mis en musique, ces couplets sont même chantés.

- 15 Conjuguant la force d'émotion des mots et de la musique, le chant permet une participation affective et populaire à la fête. Répondant également à la portée limitée de la voix en plein air, il stimule la communion républicaine⁶⁶. Le relatif flou avec lequel les rédacteurs de procès-verbaux rendent compte des chansons entonnées ne permet pas une authentification précise de tous les textes. Chose sûre celle-là, à l'exception du *Te Deum*, repris dans près de 63 % des fêtes données après 1804, les années impériales se singularisent par leur faible diversité : quinze airs analogues aux réjouissances mais indéterminés, quatre *Domine salvum fac imperatorem*, un hymne à la paix et un chant d'hyménée. Autre certitude : les chants révolutionnaires encore entendus sous le Consulat ne sont plus repris. Entre 1800 et 1804, *La Marseillaise*, le *Te Deum* de la République⁶⁷, n'est clairement mentionnée que dix fois alors qu'elle l'est dans un procès-verbal sur deux du Puy-de-Dôme au cours de la décennie précédente⁶⁸. Une fois l'Empire proclamé, l'hymne n'est plus jamais entonné, en ville comme à la campagne : à rythme et scansion simples, rapidement adopté et fréquemment repris au cours des solennités révolutionnaires, toujours au cœur des consciences populaires, *La Marseillaise* déserte les programmes officiels et les répertoires festifs chantés après 1806. Les « hymnes patriotiques » ou autres « airs civiques et républicains » indéterminés sont mentionnés à quarante-deux reprises. Arrivent ensuite dans l'ordre l'*Hymne à la paix* – sept –, le *Chant du départ* de Chénier et Méhul –, six – ainsi que l'air de Grétry, *Où peut-on être mieux* – six également – si cher à Napoléon et qui accompagnait chaque apparition de Louis XVI en public⁶⁹. Parmi les quinze derniers airs identifiés, l'air chéri de Gossec, *Veillons au salut de l'empire*, semble résonner seulement deux fois. En substituant à l'« empire », pris au sens général de l'État, l'« Empire » avec une majuscule, Napoléon se réapproprie adroitement ce patrimoine révolutionnaire⁷⁰ ; dommage que le titre n'apparaisse dans quasiment aucun des rapports festifs locaux, signe que l'héritage musical républicain, même détourné, ne pénètre pas efficacement les campagnes du Massif Central sous l'Empire napoléonien.
- 16 Bonaparte accède au trône impérial par la voie républicaine et impose son culte par delà les célébrations révolutionnaires. Dès les premiers mois qui suivent son accession au pouvoir en l'an VIII, il profite de sa renommée acquise en Italie pour investir les fêtes provinciales. La réduction des fêtes nationales aux seuls 14 Juillet et 1^{er} Vendémiaire ampute nettement l'héritage moral et commémoratif de la République. Les succès militaires et surtout pacifiques obtenus parallèlement sur la scène européenne consacrent alors autant l'ardeur et le génie bonapartistes que les valeureux soldats républicains. Malgré l'engouement suscité par les accords de paix consulaires, le culte républicain ne se maintient apparemment pas de manière homogène dans les

campagnes du Massif Central. La mobilisation festive républicaine épouse encore largement sous le Consulat les traits de la géographie cérémonielle révolutionnaire⁷¹, entre une bordure Sud-Est du Massif Central fortement déchristianisée et violemment encouragée à observer les cultes civiques montagnards et une large bande occidentale s'étalant de l'Aveyron au Nord de la Loire accueillant plus favorablement le mouvement religieux⁷² et populaire de l'an II. Les fêtes républicaines subsistent, voire persistent vigoureusement, le long de cette diagonale, sous l'impulsion d'un personnel préfectoral ou municipal efficace et l'influence des structures jacobines locales renouvelées sous le Directoire. Face à elle, un croissant se dessine du Sud de la Lozère jusqu'au Forez – voire jusqu'au Livradois puy-dômois – en englobant complètement le Vivarais. Assurément peu encline à la célébration républicaine, cette aire devient littéralement réfractaire en Ardèche, où même le destin bonapartiste ne suscite apparemment aucun émoi. Ailleurs pourtant, grâce à l'enthousiasme généré par les traités de paix imposés à l'Europe et à l'apaisement des tensions religieuses intérieures, Napoléon jette les premières bases – timidement reprises – d'un culte personnel dès l'an X, que seul le décret de 1806, après l'épisode du « sacre fédératif », arrive à imposer dans le Massif Central. Les structures festives récemment héritées se défont rapidement : seuls les élans pacifistes nationaux des ans IX et X, de l'été 1807, et la perspective d'ancrer l'expérience politique napoléonienne dans le temps avec la naissance d'un héritier, au printemps 1811, sont à même de faire ressurgir quelques gestes républicains symboliques. Napoléon profite des ressorts festifs en place pour stimuler son propre culte mais laisse volontiers les autorités municipales remplacer progressivement les symboles républicains par de nouveaux insignes napoléoniens. Dès les années consulaires, la présence lors des fêtes officielles de décors, d'allégories ou d'écriteaux républicains s'amenuise nettement. Ces derniers se maintiennent exclusivement dans les villes aux portefeuilles les mieux garnis et redevables de comptes rendus festifs enthousiastes aux cabinets ministériels. La mobilisation festive ne faiblit pas seulement par son ampleur entre 1800 et 1804 : les cérémonies nationales ne recourent presque plus à la pédagogie civique proprement dite. Dans les principales sous-préfectures et préfectures de la région, la mise en scène républicaine est nulle ou faible ; seule celle des villes de Mende et du Puy-en-Velay paraît se positionner à un niveau élevé. Dans la plupart des villages et des cités, quasiment rien dans les décors ne rappelle la République ; les terres bleues du Sud-Est régional les ont même définitivement mis au placard, les campagnes ardéchoises oubliant volontairement la décennie révolutionnaire et ne galvaudant ainsi en rien leur attachement à l'ancienne dynastie des Bourbons. Le passage à l'Empire ne bouleverse pas la donne⁷³. Entre 1805 et 1813, les images et les décors révolutionnaires désertent un peu plus les solennités nationales, institutionnalisées et extraordinaires. Leur apparition dans les programmations reste finalement nulle ou très faible dans quasiment toutes les localités festives régionales : l'imagerie napoléonienne – lorsqu'elle existe – a définitivement supplanté les emblèmes révolutionnaires. Pourtant, à l'occasion de l'épisode des Cent Jours, c'est bien le drapeau tricolore qui accompagne le retour de l'Aigle. Dans des fêtes plus ou moins spontanées, les administrateurs locaux imitent les gestes parisiens. À Cusset dans l'Allier le 17⁷⁴ ou à Issoire dans le Puy-de-Dôme le 24⁷⁵ mars 1815, les cocardes et les bannières tricolores sont épinglées et déployées : destin providentiel pour ces drapeaux républicains jamais arborés lors des fêtes napoléoniennes que de ressortir des tiroirs pour tenter de légitimer la restauration de... l'Empire.

ANNEXES

Document 1. Les fêtes officielles dans le Massif Central – 1800-1805

Document 2. Thèmes des inscriptions proposées lors des fêtes officielles – 1800-1814

Thèmes développés par les inscriptions	Occurrences des thèmes			
	Consulat (1800-1804)		Empire (1805-1814)	
	Inscriptions Latines	Inscriptions Françaises	Inscriptions Latines	Inscriptions Françaises
Paix	-	6	3	11
Reconnaissance et fidélité à Napoléon	-	1	3	11
A la grande armée, aux généraux et aux soldats	3	6	1	5
Bonaparte, Consul	-	6	-	-
Consuls et gouvernement de la République	-	2	-	-
18 Brumaire	-	1	1	-
La Constitution de l'an VIII	-	1	-	-
Honneurs et succès militaires	-	-	3	5
Napoléon, héros et maître du monde	-	1	2	5
Napoléon, chef d'État impérial vertueux	-	-	10	4
Napoléon, nouvel Aigle	-	-	3	-
Napoléon, nouveau soleil	-	-	2	-
Actions législative et codificatrice de Napoléon	-	2	1	-
Napoléon, réunificateur des Français	-	-	-	1
Napoléon, restaurateur de la religion	2	-	1	-
Napoléon, héritier de l'Antiquité (héros, Rome, César)	-	-	4	1
Napoléon, héritier des Carolingiens	-	-	1	-
Couple impérial	-	-	-	3
Roi de Rome, héritier du trône impérial	-	-	3	4
Prosperité intérieure	-	-	1	1
Éloge des Beaux Arts	-	-	1	1
Remerciements à Dieu	-	-	1	-

Document 3. Niveau de présence des allégories et des décors républicains dans les fêtes officielles. Massif Central – Consulat (1800-1804)

Document 4. Niveau de présence des allégories et des décors républicains dans les fêtes officielles. Massif Central – Empire (1804-1813)

NOTES

1. Annie JOURDAN, *Napoléon, héros, imperator, mécène*, Paris, Aubier, 1998.
2. Philippe BOURDIN, *Le Puy-de-Dôme sous le Directoire. Vie politique et esprit public*, Clermont-Ferrand, Mémoires de l'Académie des Sciences, Belles Lettres et Arts de Clermont-Ferrand, 1990.
3. Jean-Luc CHAPPEY, « La notion d'Empire et la question de la légitimité politique », *Siècles*, Clermont-Ferrand, PUBP, 2004, n°17, p. 112.
4. Michel VOVELLE, *La mentalité révolutionnaire*, Paris, Éditions sociales, 1989, p. 168.
5. Rémi DALISSON, *Les trois couleurs, Marianne et l'Empereur*, Paris, La Boutique de l'Histoire, 2004, p. 14.
6. Natalie PETITEAU, *Napoléon, de la mythologie à l'Histoire*, Paris, Éditions du Seuil, 1999, p. 321.
7. Mona OZOUF, « Discussion », Colloque de Clermont-Ferrand, *Les fêtes de la Révolution*, Paris, Société des Études Robespierriennes, 1977.
8. Cyril TRIOLAIRE, « Aux sources d'une Province festive et théâtrale pendant le Consulat et l'Empire », *Siècles*, Clermont-Ferrand, PUBP, p. 57-74.
9. Mona OZOUF, *La fête révolutionnaire*, Paris, Gallimard, 1976, p. 197.
10. Michel VOVELLE, *Les métamorphoses de la fête en Provence de 1750 à 1820*, Paris, Aubier-Flammarion, 1976. Vives en l'an IV et en l'an VI, en fort retrait en l'an V, les commémorations révolutionnaires provençales perdent de la vigueur à la fin des années directoriales et, avant la proclamation impériale de 1804, la fête du 1^{er} vendémiaire an VIII semble être la seule à avoir suscité une série notable de fêtes.
11. AN, *Bulletin des lois*, loi du 3 nivôse an VIII relative aux fêtes nationales.

- 12.AD Puy-de-Dôme, 1 Mi 536 (R4). Procès-verbal de la commune d'Issoire, le 30 floréal an VIII (20 mai 1800).
- 13.Jacques-Olivier BOUDON, *Histoire du Consulat et de l'Empire*, Paris, Perrin, 2003, p. 134.
- 14.Voir document 1 : « Les fêtes officielles dans le Massif Central (1800-1805) ».
- 15.Sur respectivement les 39 villes, 25 villages et 2 bourgs apparaissant dans le *corpus* final des procès-verbaux répertoriés entre 1800 et 1805.
- 16.Jacques-Olivier BOUDON, *op. cit.*, p. 124.
- 17.Jacques-Olivier BOUDON, « Les fondements religieux du pouvoir impérial », Natalie PETITEAU (dir.), *Voies nouvelles pour l'histoire du Premier Empire*, Paris, La Boutique de l'Histoire, 2003, p. 206.
- 18.AD Loire, 1M417. Circulaire du ministre de l'Intérieur aux préfets des départements, le 20 thermidor an XII (8 août 1804).
- 19.AD Lozère, F2250. Lettre de Ignon à sa femme, le 24 frimaire an XIII (15 décembre 1804).
- 20.Mona OZOUF, *op. cit.*, p. 130.
- 21.Jacques-Olivier BOUDON, *Histoire du Consulat...*, *op. cit.*, p. 135.
- 22.AM Aurillac, II D1. Procès-verbal du 4^e jour complémentaire de l'an XI (21 septembre 1803). D'après l'étude des cortèges des fêtes antérieures du 1^{er} vendémiaire, l'église ne semble pas être l'ancien temple décadaire aurillacois.
- 23.AM Billom. Procès-verbal du 1^{er} vendémiaire an X (23 septembre 1802).
- 24.Médiathèque de Roanne, 1 Z3 1. *Journal du département de la Loire*, 19 août 1807.
- 25.Michel VOVELLE, *Les métamorphoses...*, *op. cit.*
- 26.Jean-Pierre GROSS, « Le banquet fraternel de l'an II », dans Michel VOVELLE, *Mélanges*, Paris, Société des Études Robespierriennes, 1997, p. 253.
- 27.Mona OZOUF, « Discussion », Colloque de Clermont-Ferrand, *Les fêtes...*, *op. cit.*
- 28.AD Aveyron, 1M849, PV du maire de Crespin, le 7 ventôse an IX (26 février 1801).
- 29.AN, F1C III Cantal 1, PV du secrétaire général de la préfecture d'Aurillac, le 18 brumaire an X (9 novembre 1801).
- 30.AD Aveyron, 1M851, PV du maire de Lanhac, le 9 juin 1811.
- 31.AD Puy-de-Dôme, M 122. Procès-verbal du maire d'Issoire, 25 messidor an VIII (14 juillet 1800).
- 32.AD Aveyron, 1M 849. Procès-verbal du maire de Réquista, 10 ventôse an IX (1^{er} mars 1801).
- 33.AD Puy-de-Dôme, M 122. Procès-verbal du maire de Vic-sur-Allier, 14 août 1807.
- 34.Mona OZOUF, *op. cit.*, p. 409.
- 35.André CORVOL, « Les arbres de la liberté : origines et transformations », Actes du 114^e Congrès National des Sociétés Savantes, *Les espaces révolutionnaires*, Paris, Éditions du CTHS, 1990, p. 294.
- 36.Philippe BOURDIN, « La Basse-Auvergne : une seconde Vendée ? » et Valérie SOTTOCASA-CABANEL, « Révolution, Contre-Révolution et mémoire collective en terre de frontière religieuse – Le Sud du Massif Central », dans Jean-Clément MARTIN (dir.), *La Contre-Révolution en Europe*, Rennes, PUR, 2001, p. 35-59 et 61-75.
- 37.AD Aveyron, 2E 175 (49). Procès-verbal du maire de Mur de Barrès, le 9 pluviôse an VIII (29 janvier 1800).
- 38.AM Aurillac, II D1. Procès-verbal du maire d'Aurillac, 1^{er} vendémiaire an IX (23 septembre 1800).

- 39.AD Aveyron, 1M 849. Discours du sous-préfet de Saint-Affrique, 1er vendémiaire an IX (23 septembre 1800).
- 40.AD Lozère, M 12 634. Procès-verbal du maire de Marvejols, 20 germinal an IX (10 avril 1801).
- 41.AD Loire, 1M 593. Procès-verbal du maire de Saint-Étienne, 25 messidor an VIII (14 juillet 1800).
- 42.AD Aveyron, 1M 849. Procès-verbal du maire de Réquista, 10 ventôse an IX (1er mars 1801).
- 43.AD Puy-de-Dôme, M 122. Procès-verbal du maire d'Issoire, 20 germinal an IX (10 avril 1801).
- 44.AD Aveyron, 1M 850. Procès-verbal du maire de Réquista, 15 août 1806.
- 45.AD Ardèche, E 4511 (2). Lettre de M. Faure Fontanier au maire de Bourg-Saint-Andéol, 29 mars 1811.
- 46.AD Puy-de-Dôme. Lettre du maire de Vic-sur-Allier au préfet, 13 mars 1811.
- 47.Mona OZOUF, *op. cit.*, p. 215-216.
- 48.BCIU Clermont-Ferrand (Bibliothèque communautaire et interuniversitaire de Clermont-Ferrand), MPA3 (4), *Journal hebdomadaire du Puy-de-Dôme*, 12 août 1812.
- 49.AD Cantal, 43M 1. Procès-verbal du maire d'Aurillac, 15 août 1813.
- 50.AD Lozère, M 12 634. Livret de la fête, 18 brumaire an X (9 novembre 1801).
- 51.AD Cantal, 43M 1. Procès-verbal du maire d'Aurillac, 9 juin 1811.
- 52.BCIU Clermont-Ferrand, MPA3 (4), *Journal hebdomadaire du Puy-de-Dôme*, 12 août 1812.
- 53.Annie JOURDAN, « Politique artistique et Révolution Française (1789-1800). La régénération des Arts : un échec ? », *AHRF*, 1997, n°3, p. 405.
- 54.AM Riom. Procès-verbaux des 10 germinal et 25 messidor an IX (10 avril et 14 juillet 1801).
- 55.AD Haute-Loire. Procès-verbal du préfet, 15 août 1807.
- 56.Jean GARRIGUES, *Images de la Révolution*, Paris, Du May BDIC, 1988, p. 46.
- 57.Raoul GIRARDET, « Les trois couleurs. Ni blanc, ni rouge », dans Pierre NORA (dir.), *Les lieux de mémoire*, Paris, Gallimard, 1997, t.1, p. 54.
- 58.AD Cantal, 43M 1. Procès-verbal du maire d'Aurillac, 25 messidor an IX (14 juillet 1801).
- 59.AD Lozère, M12 635. Livret de la fête, 25 messidor an VIII (14 juillet 1800).
- 60.AD Lozère, M 12 634. Livret de la fête, le 18 brumaire an X (9 novembre 1801).
- 61.Judith E. SCHLANGER, « Le peuple au front gravé », Colloque de Clermont-Ferrand, *Les fêtes...*, *op. cit.*
- 62.Serge BIANCHI, *La Révolution culturelle de l'an II*, Paris, Aubier, 1982.
- 63.AD Aveyron, 1M 850. Procès-verbal du maire de Millau, le 15 août 1806.
- 64.Voir document 2 : « Thèmes des inscriptions proposées lors des fêtes officielles – 1800-1814 ».
- 65.Alexandre Y. HARAN, *Le lys et le globe, Messianisme dynastique et rêve impérial en France aux XVI^e et XVII^e siècles*, Seyssel, Champ Vallon, 2000.
- 66.Jean-Louis JAM, « Fonctions des hymnes révolutionnaires », Colloque de Clermont-Ferrand, *Les fêtes...*, *op. cit.*
- 67.Michel VOVELLE, « La Marseillaise. La guerre ou la paix », Pierre NORA (dir.), *op. cit.*, p. 115.

68. Frédéric DERNE, « La Chanson, “arme” révolutionnaire et chambre d’écho de la société en Auvergne », *AHRF*, 2005, n°341, p. 42.
69. Monique DECITRE, « Musiciens et Maîtres à danser des bals de société et bals populaires au service et à la gloire du Consulat et de l’Empire », dans *Les usages politiques des fêtes aux XIX-XX^e siècles*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1994, p. 73.
70. Michel VOVILLE, « La Marseillaise... », *op. cit.*, p. 123-124.
71. Voir document 3 : « Niveau de présence des allégories et des décors républicains dans les fêtes officielles – Massif Central – 1800-1804 ».
72. Albert MATHIEZ, *Les origines des cultes révolutionnaires. 1789-1792*, Genève, Slatkine-Megariotis Reprints, 1977.
73. Voir document 4 : « Niveau de présence des allégories et des décors républicains dans les fêtes officielles – Massif Central – 1804-1813 ».
74. AM Cusset. Procès-verbal du maire de Cusset, 17 mars 1815.
75. BCIU Clermont-Ferrand, MPA 3 (7). *Journal du département du Puy-de-Dôme*, 8 avril 1815.

RÉSUMÉS

La République est un marchepied vers l’Empire que Bonaparte emprunte allègrement pour devenir Napoléon. Avant d’être sacré empereur, le général et Premier Consul use d’un art immodéré de la propagande pour asseoir son pouvoir et façonner son propre culte. Dès les premiers mois consulaires, les bases d’un régime personnel et autoritaire sont jetées. Dans les terres provinciales du Massif Central, les fêtes nationales des 14 juillet et 1^{er} vendémiaire, derniers rejets du calendrier festif directorial, n’entretennent déjà plus véritablement le souvenir républicain. De plus en plus dépourvues de signes civiques extérieurs et de moins en moins nombreuses, ces cérémonies anniversaires ennui, l’enthousiasme naissant désormais presque exclusivement des réjouissances offertes à l’occasion des succès militaires et des traités de paix. Ultime manipulation de l’héritage républicain, le sacre clôt l’épisode consulaire avant que la législation culturelle de février 1806 n’enterre la fête révolutionnaire et ne consacre au grand jour la dévotion napoléonienne. De décembre 1804 au printemps 1814, les temps clefs – messes civiques, discours et banquets fraternels –, l’espace symbolique – parcours des cortèges et stations de la solennité – et la pédagogie – écriteaux et allégories – des fêtes républicaines sont mis à l’épreuve de l’Empire. Entre transformations, abandons et résurgences inattendues, ces pratiques festives républicaines diffèrent suivant les départements et disparaissent rapidement du paysage cérémoniel napoléonien avant de ressurgir brutalement et symboliquement – pour certaines – lors du Vol de l’Aigle au printemps 1815.

Celebrations of Napoleon after the Republic : the Legacy of Revolutionary Festivals and the Napoleonic Festivals. The Republic was a stepping stone towards the Empire that Bonaparte energetically used to become Napoleon. Before his coronation as Emperor, the general and first consul used propaganda extensively to consolidate his power and manufacture his own cult. During the opening months of the Consulate, the foundations of his personal and authoritarian regime were laid. In the provincial region of the Massif Central, the national festivals of 14 July and 1 Vendémiaire, the last vestiges of the calendar of Directorial festivals, no longer kept alive

republican memories. More and more devoid of external civic signs and less and less numerous, these annual ceremonies grew boring to the public ; from then on, public enthusiasm was almost exclusively reserved for celebrations of military successes and peace treaties. The ultimate manipulation of the republican heritage, the coronation closed the consular episode before the cultural legislation of February 1806 suppressed the revolutionary festivals, and institutionalized Napoleonic devotion. From December 1804 to the Spring of 1814, key moments – civic masses, speeches, fraternal banquets – symbolic places – routes of civic processions and solemn stations – and pedagogy – panels and allegories – republican festivals came under the sway of the Empire. Transformed, abandoned, at times unexpectedly reappearing, these festive republican practices differed according to the départements, and disappeared rapidly from the Napoleonic ceremonial repertoire before reemerging suddenly and symbolically – in some instances – in the Spring of 1815.

INDEX

Mots-clés : République, province, Napoléon, fêtes nationales, culte napoléonien, héritages et pratiques festives républicaines

AUTEUR

CYRIL TRIOLAIRE

Université Blaise Pascal (Clermont-Ferrand II), Centre d'Histoire « Espaces et Cultures », Maison de la recherche, 4 rue Ledru, 63057 Clermont-Ferrand cedex 1, cyril.trio@wanadoo.fr